LIBAN

Assassinat d'un proche collaborateur de Yasser Arafat

Un leader de l'OLP au Liban et trois de ses gardes du corps ont été tués hier dans l'explosion d'une bombe au passage de leur convoi dans un camp de réfugiés palestiniens du sud du pays, a-t-on appris auprès d'un responsable palestinien et de l'armée libanaise.

Kamal Medhat, adjoint du représentant de l'OLP au Liban et ancien proche du leader historique palestinien Yasser Arafat, «a été tué lorsqu'une bombe placée au bord de la route a explosé au moment où le convoi était près de l'entrée du camp et d'un barrage de l'armée libanaise», a affirmé Mounir Makdah, responsable de la sécurité dans les 12 camps palestiniens du Liban. La voiture de M. Medhat a été projetée dans un terrain proche en raison de la puissance de l'explosion et a été complètement pulvérisée. Trois des gardes du corps ont été tués, a affirmé à l'AFP le porte-parole de l'armée. Un premier bilan avait fait état de la mort des quatre gardes du corps. Les services de secours et les pompiers se sont immédiatement rendus sur place. M. Medhat, la cinquantaine, connu également sous le nom de Kamal Nagi, était dans le passé le responsable des services de renseignements au sein du Fatah, le mouvement du président palestinien Mahmoud Abbas et principale composante de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Il était l'un des principaux compagnons de Yasser Arafat lorsque ce dernier menait les activités de guérilla palestinienne contre Israël à partir du Liban, dans les années 1970. Selon un autre responsable palestinien, Hicham el Debsi, porte-parole de l'OLP, le leader sortait du camp de Mieh Mieh où il se trouvait pour tenter de calmer les esprits après la mort samedi de deux Palestiniens apparemment tués dans une «querelle personnelle». Le représentant du Hamas palestinien au Liban, Oussama Hamdane, a condamné l'attentat, qui vise, selon lui à «déstabiliser la situation dans les camps». Les camps palestiniens au Liban sont considérés comme des poudrières. Des groupes extrémistes s'y sont implantés à la faveur de la misère qui y règne. En 2007, des combats ont opposé pendant plus de trois mois l'armée libanaise au mouvement islamiste Fatah al-Islam dans le camp de Nahr al-Bared (nord).

Photo : DR

Kamal Medhat, le 16 février à Beyrouth.

Les affrontements avaient fait plus de 400 morts, dont 168 soldats libanais. Les 12 camps de réfugiés palestiniens au Liban, créés après la proclamation d'Israël en 1948, sont des dédales de ruelles insalubres et de constructions anarchiques et surpeuplées.

Un climat de tension règne notamment depuis plusieurs mois dans les camps du Sud, avec la multiplication des assassinats et des règlements de compte entre le Fatah et le groupe extrémiste Jound al-Cham, d'une part, et les querelles entre le Fatah et le Hamas, de l'autre.

CRASH D'UN ATR TUNISIEN EN ITALIE EN 2005

10 ans de prison pour le pilote et le copilote

Le pilote et le copilote de l'ATR de la compagnie tunisienne Tuninter qui s'était abîmé en mer en août 2005 au large de la Sicile, faisant 16 morts et 23 blessés, ont été condamnés hier à 10 ans de prison par le tribunal de Palerme, a annoncé la chaîne d'information Sky TG24. Le tribunal de Palerme a acquitté deux des neuf inculpés, de simples techniciens de manutention, mais infligé diverses peines de prison aux sept autres prévenus de la compagnie tunisienne qui étaient jugés par contumace, selon l'agence Ansa.

En janvier dernier, le parquet avait requis des peines de 8 à 12 ans de prison contre neuf membres de Tuninter, dont le directeur général. Les peines les plus lourdes avaient été requises contre le pilote et le copilote. Une erreur d'installation d'une jauge de carburant sur l'ATR-72 de la Tuninter est à l'origine de l'accident, selon l'enquête des autorités italiennes. Ce jour-la, l'équipage de l'ATR-72 croyait avoir 3 000 litres de kérosène dans ses réservoirs au moment où l'avion s'est ravitaillé à Bari, dans le sud de l'Italie. Pour retourner à Djerba, il n'a donc demandé que 240 litres supplémentaires de carburant.

Faute d'essence, les deux moteurs se sont arrêtés à peu près en même temps, empêchant l'avion d'atteindre l'aéroport de Palerme pour un atterrissage d'urgence et le forçant à un amerrissage devant les côtes nord de la Sicile.

MADAGASCAR

Des milliers de Malgaches donnent de la voix contre Rajoelina

Plusieurs milliers de manifestants ont protesté hier à Antananarivo contre l'arrivée au pouvoir d'Andry Rajoelina et réclamé le retour de Marc Ravalomanana, une contestation inquiétante pour un régime déjà affaibli par l'hostilité de la communauté internationale.

«Avereno dadanay, avereno Ravalo» («Faites revenir le père, faites revenir Ravalomanana»), a scandé hier la foule dans une ambiance festive. «TGV illégal» (surnom de Rajoelina pour son caractère fonceur), «Non à la transition», lançaient les manifestants, au nombre de 8 000 selon les organisateurs.

La manifestation s'est tenue dans une partie du parc d'Ambohijatovo (centre d'Antananarivo), qui avait été baptisée le 17 janvier place de la Démocratie par M. Rajoelina, alors chef de l'opposition, pour dénoncer l'interdiction de manifester sous la présidence de M. Ravalomanana.

Environ 3 000 manifestants s'y étaient déjà rassemblés samedi pour protester contre la prise de pouvoir du maire d'Antananarivo.

«Nous estimons que l'accession (au pouvoir) d'Andry Rajoelina est illégale et la communauté internationale est d'accord avec nous», a déclaré à l'AFP Andrianatoandro Raharinaivo, porte-parole du parti TIM de M. Ravalomanana, et qui s'est présenté comme porte-parole de ce mouvement. «On commence par 8 000 personnes et on arrivera à 50 000. On va poursuivre notre mobilisation, c'est une question de rapport de forces», a ajouté ce député.

«Nous souhaitons que Rajoelina quitte le pouvoir. A Madagascar, il n'y a pas d'investiture sans élection», lançait, sous couvert d'anonymat, un manifestant.

«Dans l'ensemble de l'île, Ravalomanana rassemble la majorité de la population», affirmait un autre protestataire, Richard Radimiarisoa. Quant à savoir pourquoi ces manifestants n'ont pas soutenu massivement M. Ravalomanana avant sa démission, il réplique : «Les gens avaient peur de manifester à cause de la présence des militaires putschistes partout.» Lâché par l'armée, l'ancien président avait été contraint de démissionner mardi dernier en transférant les pleins pouvoirs à un directoire militaire, qui les a ensuite remis à M. Rajoelina.

Ce dernier, qui a mené des manifestations populaires pendant des semaines, a prêté serment samedi en tant que président d'une autorité de transition, malgré l'hostilité de la communauté internationale.

Mais les accusations d'autoritarisme que le maire de «Tana» et ses partisans formulaient contre l'ancien chef de l'Etat se sont aujourd'hui rabattues contre lui, en particulier depuis qu'il a suspendu le Sénat et l'Assemblée nationale.

Hier, plusieurs députés ont pris la parole à la tribune, décorée du portrait officiel de M. Ravalomanana et des banderoles de sa campagne électorale lors de sa réélection en 2006. Le rassemblement s'est dispersé à la mi-journée et les organisateurs ont appelé la foule à se rassembler à nouveau aujourd'hui.

Des groupes disparates de manifestants, assez excités, se sont ensuite rendus sur la place du 13-Mai, lieu traditionnel des manifestations pro-Rajoelina, et ont été pris à partie par des passants.

Ce mouvement de contestation de M. Rajoelina se met en place alors que la communauté internationale a condamné son accession au pouvoir, la qualifiant au mieux de «non démocratique», au pire de «coup d'Etat». L'Union africaine (UA) et de nombreux pays bailleurs de fonds ont réclamé au nouveau pouvoir de prendre des mesures pour revenir à l'ordre constitutionnel.

MALTE

Révolte dans un camp de rétention pour immigrés : trois blessés

Trois membres des forces de l'ordre ont été blessés hier matin lors d'une révolte dans un camp de rétention pour immigrés clandestins à Safi, sur l'île de Malte, a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur à l'AFP. Un centre éducatif financé par l'Union européenne et situé dans cet ancien camp militaire a été détruit par le feu ainsi que tout le matériel éducatif et informatique, a-t-il précisé.

Deux gardiens et un policier ont été blessés par des jets de pierre au moment où environ 500 immigrants ont tenté de s'échapper des bâtiments leur servant de dortoir, a ajouté le porte-parole.

Les forces anti-émeutes de la police maltaise ont réussi à bloquer les migrants et le calme est revenu au bout de deux heures. Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, les immigrants en révolte sont pour la plupart originaires d'Afrique centrale ou de l'Ouest et en attente de rapatriement parce que leur demande d'asile politique a été rejetée.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria refuse un visa au dalaï-lama pour une conférence liée au Mondial

L'Afrique du Sud a déclaré hier avoir refusé au nom de l'intérêt national un visa au dalaï-lama, invité à une conférence liée à la Coupe du monde de football 2010 dans ce pays, tout en niant toute pression chinoise.

Le chef spirituel du bouddhisme tibétain avait accepté de participer, avec d'autres lauréats du prix Nobel de la paix, à une conférence vendredi à Johannesburg sur le football comme instrument de lutte contre le racisme et la xénophobie.

Mais il n'a pas obtenu de visa, a reconnu le porte-parole de la présidence sud-africaine Thabo Masebe. «Le gouvernement sud-africain n'a pas invité le dalaï-lama, parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Afrique du Sud», a-t-il dit à l'AFP.

«Le monde prête attention à l'Afrique du Sud parce que nous allons accueillir la Coupe du monde 2010, et nous ne voulons rien qui puisse perturber ce message», a-t-il justifié. Le gouvernement tibétain en exil en Inde a fait savoir qu'il ne contesterait pas cette décision, qu'il attribue à «l'intense pression des autorités chinoises».

«Puisque Sa Sainteté a dit qu'il n'embarrasserait aucun gouvernement étranger, nous ne protesterons pas, mais nous sommes évidemment très déçus», a déclaré le porte-parole du dalaï-lama, Thubten Samphel.

Selon lui, Pékin «n'aime pas qu'un gouvernement étranger accueille le dalaï-lama par peur que sa présence n'attire l'attention des médias sur les conditions déplorables des droits de l'homme au Tibet.»

Malheureusement, a-t-il déploré, «les Etats africains sont vulnérables aux pressions chinoises en raison des investissements massifs de la Chine» sur le continent. «C'est un cas où les intérêts économiques passent avant les droits de l'Homme.»

L'absence du dignitaire religieux compromet la conférence de vendredi, les Nobel sud-africains Desmond Tutu et Frederik de Klerk ayant annoncé qu'ils pourraient boycotter la rencontre par solidarité.

«Nous succombons honteusement à la pression chinoise. Cela me procure de la peine et de la honte», a ainsi déclaré Mgr Tutu à la presse sud-africaine. Pretoria a toutefois rejeté ces accusations et démenti avoir subi la moindre pression.

«Nous sommes un pays indépendant et souverain, et nous prenons des décisions souveraines», a assuré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ronnie Mamoepa, en rappelant que le dalaï-lama avait déjà pu visiter l'Afrique du Sud.

Mais, lors d'un tel voyage en 1999, le dignitaire religieux n'avait pas pu rencontrer le président d'alors, Thabo Mbeki.

Celui-ci avait avancé des problèmes d'emploi du temps, bien que la presse fasse déjà écho de pressions chinoises.

L'Afrique du Sud, qui soutient la volonté chinoise de réunification avec Taïwan, est le principal partenaire commercial de Pékin sur le continent, avec des échanges évalués à 10 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros) en 2008.

Pékin accuse le dalaï-lama de vouloir l'indépendance du Tibet et a renforcé sa sécurité sur le «Toit du monde» ces dernières semaines pour empêcher toute insurrection dans le cadre du 50e anniversaire d'un soulèvement antichinois.

Après l'invasion et l'occupation par la Chine du Tibet en 1950-1951, le 14e dalaï-lama avait fui le 17 mars 1959 et traversé la frontière indienne le 30, près de trois semaines après le début d'une insurrection avortée à Lhassa contre le régime chinois.